

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° 2025-RN147-VIADUC-VIENNE du 4 avril 2025)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État – Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition Écologique

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde par décret du 11 janvier 2023

Objet du marché

RN 147 – Déviation de Lussac-les-Châteaux et Mazerolles
Réalisation du viaduc de la Vienne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-6. Dispositions générales.....	8
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	13
1-8 Ordres de service.....	13
1-9. Propriété intellectuelle.....	14
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	14
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	15
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	15
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	15
3-3. Variation dans les prix.....	20
3-4. Modalités particulières de paiement.....	22
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	23
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	23
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	24
4-1. Délai de réalisation.....	24
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	24
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	24
4-4. Autres pénalités.....	24
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	30
5-1. Retenue de garantie.....	30
5-2. Avances.....	30
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	31

6-1. Provenance des matériaux et produits.....	31
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d’emprunt.....	32
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	32
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	32
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	32
7-1. Déclaration d’intention de commencer les travaux.....	32
7-2. Autorisations d’intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	33
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	33
7-4. Piquetage général.....	33
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	33
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	34
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	34
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	35
8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	37
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	37
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	44
8-6. Registre de chantier.....	44
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	45
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	45
9-2. Réception.....	45
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	45
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	45
9-5. Documents fournis après exécution.....	46
9-6. Délai de garantie.....	47
9-7. Garanties particulières.....	47
ARTICLE 10. RESILIATION.....	48
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D’INSERTION.....	49
11-1. Le nombre d’heures d’insertion à réaliser.....	49
11-2. Dispositif d’accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	49
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	50

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les prestations relèvent de la catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

La consultation concerne RN 147 – Déviation de Lussac-les-Châteaux et Mazerolles – Réalisation du viaduc de la Vienne

Les travaux faisant l'objet du marché concernent la construction de l'ouvrage nommés « viaduc de la Vienne » et de la section courante de la RN147 aux abords du viaduc la Vienne (PK 4680 à PK 5770).

Les travaux de terrassement généraux à la charge de le titulaire comprennent :

- le décapage de la terre végétale sur l'intégralité de l'emprise du chantier,
- les mouvements de terre végétale, en prenant en compte les problématiques d'espèces invasives,
- la mise en œuvre éventuelle de géotextiles de renforcement et/ou anti-contaminants,
- la préparation des assises de terrassements et notamment la réalisation de purges et leur comblement,
- la réalisation de préchargements, notamment au droit de blocs techniques du viaduc de la Vienne,
- les terrassements en déblai et en excavation,
- l'évacuation en décharge extérieure des matériaux de déblais impropres à la réutilisation,
- la mise en stock d'une partie des déblais pour réutilisation dans le cadre des opérations de remblaiement,
- la fourniture des matériaux extérieurs, y compris l'apport des matériaux de remblais,
- la mise en œuvre dans les zones inondables ou zones de nappe sub-affleurante, d'une couche de matériaux ZI, éventuellement couplée à une base drainante,
- les mouvements de terre en déblai et en remblai, y compris les apports de matériaux extérieurs et les mises en dépôts provisoires,
- le traitement éventuel à la chaux ou aux liants hydrauliques de la Partie Supérieure des Terrassements, en déblai comme en remblai,
- la réalisation des couches de forme,

- la réalisation de tous les travaux d'assainissement provisoires,
- les terrassements nécessaires aux déviations provisoires
- la mise en œuvre de la terre végétale sur les accotements, les surlargeurs, les talus de déblai et de remblai ou les modelés paysagers,
- les modelages paysagers (adoucissement des pentes, écrêtement des talus et fossés, etc) en finition des terrassements.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Mazerolles, Gouex, Persac (86)

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

INGEROP Conseil et Ingénierie, 32 rue Gutenberg, 37 300 JOUE-lès -Tours

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Les études de projet (PRO) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;
- L'ensemble des visas sur les études d'exécution (y compris le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et la totalité des études de synthèse) (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

Rémy Dailly, Groupe Qualiconsult, 2 Avenue René Monory Téléport 4 – ZA Futuroscope, Immeuble Antarès, 86 360 CHASSENEUIL DU POITOU désigné(e) dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de “coordonnateur SPS”.

1-3.7. Coordination environnementale

La mission de coordination environnementale est assurée par :

Ludovic Lagneau,

Bureau d'études SEGED, Parc Aquilae, Bâtiment D, Rue de la Blancherie, 33 370 Artigues-près-Bordeaux.

désigné dans le présent marché sous le nom de “coordonnateur environnemental”.

1-3.8 Assistance à l'Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Mission MC1 du maître d'œuvre : L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux

1-3.9 Autres intervenants

Le représentant de la DIRCO ayant en charge l'exploitation de la RN 147 ;

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande pour l'entretien des emprises ;

Le titulaire du marché TOARCE

Le titulaire du marché de contrôle extérieur.

Le titulaire du marché de suivi de la qualité des eaux.

Le représentant du CD 86 ayant en charge l'exploitation des RD ;

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études géotechniques : CEREMA ;

1-3.10. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef de service du SDIT/ DIRNP ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)

- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

1-3.11. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. . Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence à courir dès l'accusé de réception par le titulaire et/ou le mandataire du groupement dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

1-4-2 Sites sensibles

Sans objet.

1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français

seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....
du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités
de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances
relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant
procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la
déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché
public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur
le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute
la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître
d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale
mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du
code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la
chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute titulaire de travail temporaire située hors de
France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-
traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se
conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre
en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux
torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des
salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du
code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21
du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États
d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-
4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorpores et techniquement divisibles;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des

garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- L'attention du candidat est attirée sur le fait que le chantier s'inscrit dans un contexte environnemental sensible et que le maître d'ouvrage souhaite une prise en compte optimale de l'environnement dans la gestion et l'organisation du chantier et dans le suivi de l'élimination des déchets de chantier.
- Le candidat devra avoir pour objectif majeur, lors de toutes les phases de travaux, de supprimer tout risque de pollution du site et de préserver les abords du chantier dans leur état naturel.
- Le Plan Général de Respect de l'Environnement précise les enjeux en termes de développement durable, ainsi que les mesures attendues en phase travaux pour un respect de l'environnement, notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets et les modalités de transport.
- Le respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation environnementale du 16/12/2022.

Pour la mise en œuvre de ces mesures, le candidat nommera un chargé d'environnement. Il est rémunéré au titre de la mission environnement. Il peut être un salarié de le titulaire (ou de l'un de ses co-traitants) ; il peut également être un sous-traitant du titulaire. Dans ce dernier cas, le titulaire justifiera des capacités de cet opérateur économique et apportera la preuve qu'il disposera pour l'exécution du marché :

1. de ces capacités
2. de la disponibilité de cet opérateur.

En complément le titulaire veillera aux conditions complémentaires suivantes :

1. Valoriser les matériaux issus du site ;
2. Favoriser la mise en décharge à proximité du site.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet

1-8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

En complément de l'article 3.8.1 du CCAG, pour tous les OS émis par le maître d'œuvre et nécessitant un accord du maître d'ouvrage, cet accord doit intervenir dans un délai de 5 (cinq) jours calendaires à réception de la notification. Faute de réponse dans ce délai, l'accord sera considéré comme tacite.

Les ordres de services suivants seront prescrits au titulaire par le maître d'œuvre :

- ordre de service relatif aux prestations sous-traitées (article 3.8.4 du CCAG) ;
- ordre de service prescrivant au titulaire de fournir une décomposition de prix forfaitaire (article 9.3.4 du CCAG) ;
- ordre de service prescrivant le démarrage de la période d'exécution des travaux (article 18.1.1 du CCAG) ;
- ordre de service notifiant le plan général d'implantation des ouvrages (article 27.1 du CCAG) ;
- ordre de service notifiant l'autorisation de reprendre les travaux à la suite de découverte d'engins explosifs ou de matériaux dangereux (article 32.1 du CCAG) ou à la suite de mesures coercitives (article 52.3 du CCAG).

Les ordres de services suivants seront prescrits au titulaire par le maître d'ouvrage :

- ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation (article 28.1 du CCAG)
- ordre de service prescrivant au titulaire d'exécuter des travaux entraînant une modification du montant des travaux (article 14.2.2) ;
- ordre de service prescrivant la prolongation du délai d'exécution (articles 18.2 et 18.3).

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG, dans le cas particulier des constats d'intempéries ayant pour conséquence de prolonger les délais d'exécution (article 18.2.3 du CCAG), ces derniers ne seront pas soumis à validation du maître d'ouvrage.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A – Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le détail estimatif (DE) ;
- Les plans EXE visés par le MOE,
- La notice architecturale ;
- Le Plan General de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) ;
- Le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) ;
- L'arrêté d'autorisation environnementale du 16/12/2022.

B – Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Les normes homologuées en vigueur, applicables aux présents travaux ;
- Les documents relatifs à la signalisation temporaire de chantier ;
- Le Volume 1 : manuel du chef de chantier - Routes bidirectionnelles ;
- L'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I-8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992 et l'ensemble des mises à jour ;
- L'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I-7ème partie : marques sur chaussées du 6 novembre 1992 et l'ensemble des mises à jour ;

- L'Arrêté RNER modificatif du 3 décembre 2014 ;
- Le guide technique « Pollution d'origine routière – Conception des ouvrages de traitement des eaux » (Guide SETRA août 2007) ;
- La note « Conception des ouvrages d'assainissement provisoire en phase chantier – Retour d'expériences » (CEREMA - Note d'information n° 2 de janvier 2015) ;
- L'instruction technique sur les directives communes de 1979 relatives aux calculs des constructions transmises par la circulaire 79-25 du 13 mars 1979, circulaire du Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie ;
- Les pièces générales à caractère réglementaire, normatif ou valant recommandations, citées dans les différents articles du CCTP, avec en particulier pour les ouvrages d'art les documents figurant au « Répertoire des textes et documents techniques essentiels relatifs aux ouvrages d'art » édité par le SETRA.
- Norme NF P 98-150-1 de juin 2010 ;
- Note technique du 30 septembre 2015 relative à l'uni longitudinal des couches de roulement neuves du domaine routier ;
- Guide CEREMA – IDRIIM : Uni longitudinal – état de l'art et recommandations.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

L'ensemble des prix définis ci-après inclut toutes les prestations nécessaires à la complète réalisation des travaux décrits dans le présent lot de travaux, suivant les prescriptions décrites dans les spécifications techniques et les règles de l'art.

Tous les prix sont valables de jour comme de nuit, quel que soit le jour ou la nuit de la semaine, y compris les week-ends et jours fériés. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération supplémentaire si pour les besoins du chantier, l'exécution des travaux, les interventions au titre des astreintes, le charroi des matériaux ou les approvisionnements sont effectués de nuit, le week-end ou les jours fériés.

- En tenant compte des dépenses liées :
 - aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
 - Le tri des déchets, qu'ils soient issus directement ou indirectement de la réalisation de la prestation faisant l'objet d'un prix, la mise en dépôt provisoire puis l'acheminement vers les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage et leur prise en charge, tous droits compris, selon les modalités arrêtées dans le SOGED.

Toutes fournitures, mises à disposition et mises en œuvre concernant la protection de l'environnement contre toute pollution, pouvant être induite directement ou indirectement de la réalisation de la prestation.

- aux mesures particulières concernant l'autorisation loi sur l'eau et à la dérogation des espèces protégées ;

- En considérant que le titulaire s'est rendu sur le site et a reconnu l'étendue des travaux à réaliser.

- En considérant comme normalement prévisibles les effets du changement climatique, les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

- Nombre de jours de gel à -10° constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins une fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

- La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins une fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

- La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins une fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

- La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

- Le poste météorologique de référence est la station Poitiers Biard

- En tenant compte des sujétions listées aux articles 8-4 et 8-5 du présent CCAP, ainsi que les dépenses de remise en état des ouvrages à la fin des travaux, législation et contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets. Il est précisé à ce titre qu'un agent du titulaire sera chargé de la mise en place du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) et du suivi de ce plan tout au long du chantier. La mission de cet agent (Chargé Environnement) est définie à l'article 8-4-9-3 du présent CCAP.

- **En tenant compte de la coactivité avec les archéologues réalisant la fouille préventive entre les piles 2 et 3.**

- En tenant compte des sujétions d'exécution particulières pour les accès au chantier et de l'article 8-4.4 ci-après :

Pour la rive gauche de la Vienne, accès par la RD 25 puis par la trace

Pour la rive droite du Vienne, par la RD11 puis par la trace.

Les accès de chantier seront donc raccordés sur les voies publiques. Le titulaire devra donc mettre en place une signalisation de chantier adaptée. Elle en assurera l'entretien et la maintenance conformes au manuel du chef de chantier sur route bidirectionnelle DG classe 2.

Le titulaire doit également préserver la propreté des accès et l'entretien et la maintenance des voies publiques en cas de désordres constatés consécutifs à la circulation de chantier.

Le titulaire doit, au titre des accès et déviation, l'aménagement des voiries pour permettre par tout temps la circulation des véhicules d'urgence et des archéologues le temps de la fouille.

Prise en compte des conditions d'utilisation des voies publiques mentionnées à l'article 8.4.8 ci-après,

- Prise en compte des sujétions d'exécution imposées par le C.C.T.P,
- Le titulaire devra assurer les protections des balises, jalons, repères et autres dispositifs mis en place par le Maître d'œuvre ou tout autre intervenant,
- Le titulaire respectera impérativement les clôtures (pas de franchissement) et les réparera si besoin.
- Le titulaire respectera impérativement les clôtures petites faunes et les réparera si besoin.
- Prise en compte des frais de coordination ou de pilotage en cas de sous-traitance ou de co-traitance.
- **Prise en compte des journées exceptionnelles et déclarées « hors chantier » définies annuellement par la Direction des Infrastructures de Transport. Les accès aux voies circulées seront interdits ces jours. A savoir :**

Période du 23 juin 2025 au 30 septembre 2025 :

- du vendredi 27 juin à cinq heures au lundi 30 juin à cinq heures ;
- du vendredi 4 juillet à cinq heures au lundi 7 juillet à cinq heures ;
- du vendredi 11 juillet à cinq heures au mardi 15 juillet à cinq heures ;
- du vendredi 18 juillet à cinq heures au lundi 21 juillet à cinq heures ;
- du vendredi 25 juillet à cinq heures au lundi 28 juillet à cinq heures ;
- du vendredi 1er août à cinq heures au lundi 4 août à cinq heures ;
- du vendredi 8 août à cinq heures au lundi 11 août à cinq heures ;
- du jeudi 14 août à cinq heures au lundi 18 août à cinq heures ;
- du vendredi 22 août à cinq heures au lundi 25 août à cinq heures ;
- du vendredi 29 août à cinq heures au lundi 1er septembre à cinq heures.

Période du 1er octobre 2025 au 31 janvier 2026 :

- du vendredi 24 octobre à cinq heures au lundi 27 octobre à cinq heures ;
- du vendredi 31 octobre à cinq heures au lundi 3 novembre à cinq heures ;
- du vendredi 7 novembre à cinq heures au lundi 10 novembre à cinq heures ;
- du vendredi 19 décembre à cinq heures au lundi 22 décembre à cinq heures ;
- du mercredi 24 décembre à cinq heures au lundi 29 décembre à cinq heures.

- de la présence et du maintien en service de tous les réseaux enterrés et aériens existants, ayant fait l'objet ou non de réponses probantes des gestionnaires ;
- de la nature des terrains, du sous-sol et de l'hydrologie ;
- des frais d'études, d'établissement, de reproduction et de diffusion de documents, plans et calculs d'exécution ;
- des frais d'implantation, de renforcement et de maintien des polygonales ;

- de l'exiguïté des emprises de travaux et des contraintes induites par la proximité de voies en circulation ;
- des frais de remise en état des sites suite aux intempéries ;
- de l'exécution de tous les ouvrages provisoires, accès provisoires et déviations nécessaires à la réalisation des travaux, validées selon les modalités prévues au CCTP, compte tenu des phasages proposés par le titulaire ;
- de toutes sujétions pour l'aménagement d'horaires de travail imposés par les collectivités locales et le Maître d'ouvrage.

Toutes les prestations ou sur-quantités engendrées ou générées par la méthodologie de réalisation de l'entreprise, par les conditions d'exécution ou par des choix ou obligations de l'entreprise ne seront pas rémunérés dans le cadre des prix unitaires, mais pris en charge par l'entreprise dans le cadre des prix forfaitaires. Sont par exemple concernés :

- la détérioration de la plateforme, de l'arase terrassement ou de la couche de forme du fait de passage d'engins ou de matériels ;
- la détérioration de la plateforme, de l'arase terrassement ou de la couche de forme avant ou après réception suite à des intempéries ;
- l'impact de détériorations diverses sur les prestations résultant d'une mauvaise organisation (mauvais assainissement provisoire, méthodologies non adaptées aux conditions météorologiques, ...) ;
- les accès, pistes et rampes de chantier à créer, à déplacer, à renforcer ou à refaire en fonction des phasages du chantier ;
- l'intégration des contraintes du marché ;
- les ouvrages et travaux provisoires.

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier le titulaire pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un avenant.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

3-2.4. Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires .

3-2.5. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'oeuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à le titulaire, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'oeuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'oeuvre, qui le transmet ensuite au maître d'ouvrage. Le MOE édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général. Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP. Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'oeuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification
- Le numéro de SIRET du maître d'oeuvre : 48962613500359
- Le code du service exécutant de la dépense : CGF B2 00087
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le document "Traitement de la facturation" annexé au CCAP, est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque projet de décompte pour en faciliter le traitement.

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Sans objet

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence *I* choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP01	Tous travaux
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
TP03a	Grands terrassements
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
TP10f	Canalisation, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux
TP13	Charpentes et ouvrages d'art métalliques
TSH	Travaux de signalisation horizontale
DDR02	Fourniture et pose des dispositifs de retenue de routes

Ces index sont publiés :

- sur le site de l'INSEE

Les index de référence sont appliqués à tous les prix des séries suivantes :

Index	Prix
TP01	Série de prix : 110100 Prix : 111410
TP02	Série de prix : 110300 – 110400 – 110600 – 110700 – 110800 Prix 111309 / 111310
TP03a	Série de prix : 110200 – 110900 Prix : 111301 à 111306
TP08	Série de prix : 111200
TP09	Prix : 111307 à 111308
TP10f	Série de prix : 111100
TP13	Série de prix : 110500
TSH	Prix : 111408 - 111409
DDR02	Prix : 111401 à 111407

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.

- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'OEuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage en application de l'article 13.4 du CCAG.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et feront l'objet d'un avenant.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un avenant préalable du Maître d'oeuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage, ou d'une décision de poursuivre du Maître d'Ouvrage.

Cet avenant ou cette décision de poursuivre préciseront le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'oeuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à **60 jours**.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes du marché.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, **une pénalité journalière de 10 000 €**.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes pour réalisation anticipée

Sans objet

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai signifié dans les propositions de réception du maître d'oeuvre et dans la décision de réception du maître d'ouvrage, le titulaire devra avoir fini de procéder au

dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une **pénalité journalière de 5 000 €**.

4-4.3. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une **pénalité journalière fixée à 2 000 €**.

4-4.4. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une **pénalité journalière fixée à 1 000 €**.

4-4.5. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des titulaires dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre et/ou par la maîtrise d'ouvrage si nécessaire.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une **pénalité fixée à 500 €**.

4-4.6 Pénalités liées aux non conformité suite aux contrôles sur les réseaux

En cas d'endommagement sur les réseaux, le titulaire encourt une **pénalité de 25 000 € par réseau identifié**.

4-4.7. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué **une pénalité de 60 € par heure d'insertion non réalisée**.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt **une pénalité de 110 € par document et par jour**, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-4.8. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une **pénalité d'un montant de 1 000 euros** pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

4-4.9 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 1000 €**

4-4.10. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 1000 €**.

4-4.11. Pénalités pour la sécurité des personnes

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou le coordonnateur sécurité constate une absence d'amélioration ou des manquements répétés aux obligations en matière de sécurité, il peut mettre fin au marché aux frais de l'entrepreneur, dans les conditions prévues par l'article 50.3.1 du CCAG.

Le maître d'ouvrage exige du titulaire la maîtrise des co-contractants (cotraitants, sous-traitant et prestataires) en matière de sécurité, en particulier concernant l'application et le respect des exigences sécurité.

Au sens du présent article la non-maîtrise des cocontractants, constatée par le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS, est caractérisée par :

- Un travail du personnel du partenaire sans PPSPS ou additif du PPSPS correspondant à la tâche en cours,
- Tout autre non-respect répété par le cocontractant des exigences sécurité.

Dans le cas où la non-maîtrise est constatée, il est appliqué au titulaire le montant équivalent à celui applicable au cocontractant pour l'écart constaté sur le sujet par le maître d'ouvrage ou par ses représentants (MOE, CSPS).

En cas de non-respect par l'Entrepreneur, ou tout cotraitant, sous-traitant ou prestataire de celui-ci, d'une disposition particulière indiquée dans les exigences en matière de sécurité, une pénalité est applicable, pour chaque manquement constaté et sur simple constatation du coordonnateur SPS, du Maître d'œuvre ou d'un représentant du Maître d'ouvrage, comme précisé dans le tableau ci-après.

Exigences en matière de sécurité applicables non appliquée :	Pénalités
Non présence sur le chantier ou non-respect de l'expérience requise pour le responsable du chantier, l'animateur sécurité ou le Chargé des Ouvrages Provisoires	5000 € par mois pour chaque écart constaté en attente de l'affectation d'une personne ayant l'expérience requise
Non-respect du code de la route et arrêtés particuliers	5000 € par infraction
Non-respect des consignes de sécurité, prévues dans le PGCSPPS ou le PPSPS de l'entreprise ou d'un de ses sous-traitants ou prestataires de service, constaté par le Maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS et/ou le Maître d'œuvre	5 000 € par manquement
En cas de constatation d'une situation de « Danger grave et imminent » entraînant l'arrêt du chantier (concernant du personnel de l'Entrepreneur, d'un de ses cotraitants, sous-traitants ou prestataires de service)/	20 000 € par situation constatée
Non alerte du Maître d'œuvre dans les délais	2000 € par manquement

impartis en cas d'évènements (accident mortel, accident avec ou sans arrêt)	
Non organisation de réunions de l'encadrement de chantier dédiées à la sécurité, avec relevé de décision associé	500 € pour chaque réunion non effectuée et relevé de décision non rédigé
Non organisation des réunions hebdomadaires, type quart d'heure sécurité	500 € pour chaque réunion non organisée
Non-respect de la fréquence des visites de contrôles internes et externes ou des accueils	500 € par visite ou accueil non effectué dans les délais impartis
Absence d'accueil sécurité avant la première prise de poste	5000 € par personne non accueillie
Intervention de personnel non habilité ou sans autorisation spécifique	5000 € par personne non habilitée ou ne possédant pas d'autorisation spécifique
Absence de réponse dans les délais impartis suite aux visites du contrôle extérieur (Coordonnateur SPS, Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage)	1000 € par écart constaté

4-4.12. Pénalités pour retard opérationnel du laboratoire

Si le laboratoire du titulaire n'est pas opérationnel dès le commencement et tout au long de l'exécution du marché, **une pénalité de 500 € par jour** calendaire de retard est appliquée, et ce jusqu'à réception du laboratoire par le Maître d'œuvre.

4-4.13. Pénalités pour non-fourniture du sous-détail des prix

En cas de retard dans la fourniture du sous-détail des prix demandé ou si celui-ci est incomplet ou non conforme, il sera appliqué, sans mise en demeure **une pénalité journalière de 500 €**. La pénalité s'applique par sous-détail incomplet ou non conforme.

4-4.14. Pénalités pour absence d'entretien des voies publiques et/ou pistes de chantier

Il sera appliqué une **pénalité de 1 000 € par infraction constatée** par le maître d'œuvre, le gestionnaire de la voirie concernée ou un représentant du maître d'ouvrage, sans mise en demeure.

4-4.15. Pénalité pour zone de dépôt non prévue ou non-respect des préconisations du CCTP en matière de stockage des terres végétales

En cas de dépôt sur une zone de dépôt non agréée au préalable par le Maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage ou de non-respect des préconisations du CCTP en matière de stockage des terres végétales, **une pénalité de 20 € par mètre carré de zone de dépôt** sera appliquée, sans mise en demeure. Le titulaire doit immédiatement après constat de l'écart remettre en état la zone afin la restituer dans son état initial.

Dans le cas contraire, il sera appliqué une **pénalité journalière pour retard de remise en état de 500 €**.

4-4.16. Pénalités pour utilisation de voiries ou d'accès non prévus

Une pénalité pour utilisation de voiries ou de points d'accès au chantier sans autorisation écrite

du gestionnaire de la voie ou sans accord du Maître d'œuvre, est appliquée à raison de **deux 2 000 € par véhicule et par infraction constatée**.

Une pénalité pour manquement aux règles de franchissement des ouvrages d'art, est appliquée à raison de **3 000 € par véhicule et par infraction constatée**.

4-4.17. Pénalité pour non-conformité sur les équipements de sécurité et de signalisation

Le Maître d'ouvrage accorde une très grande importance à la sécurité des futurs usagers de l'ouvrage à construire. Aussi, la conformité des équipements de sécurité et de signalisation doit être impérativement assurée.

Les pénalités suivantes sont prévues :

- Non remise d'un rapport de contrôles interne et externe de l'entreprise sur les équipements de sécurité et de signalisation : **5 000 € par rapport non remis dans les délais prévus** ;
- Non-conformité d'un équipement de sécurité ou de signalisation par rapport aux normes et réglementations en vigueur ou contractuelles : **2 000 € par élément d'équipement** de sécurité ou de signalisation constaté non conforme par un représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou encore par un prestataire mandaté à cet effet par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre ;
- Non traitement ou traitement non satisfaisant dans les délais prévus d'une non-conformité constatée par un représentant du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre ou encore par un prestataire mandaté à cet effet par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre : **2 000 € par écart constaté**.

4-4.18. Pénalités pour détérioration de bornes de repérage

En cas de détérioration de borne ou de repère topographique, il sera appliqué, sans mise en demeure, **une pénalité unitaire de 500 € par borne** et le titulaire emplantera et réimplantera ces bornes à ses frais par un géomètre expert **sous un délai de 2 jours**.

4-4.19 Pénalité pour retard dans la proposition de changement de personne physique désignée à l'acte d'engagement.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG:

- l'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du représentant de la maîtrise d'ouvrage. **La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage**. Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'un avenant;
- si le maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique.

En cas de changement de personne physique, le titulaire devra proposer la nouvelle personne physique affectée à la mission en lieu et place de la personne mentionnée à l'article 1 de l'acte d'engagement dans un délai de 7 jours. Dans le cas contraire une pénalité journalière de 2000€ sera appliquée.

4-4.20 Autres pénalités diverses

Ces pénalités peuvent être appliquées sur simple constatation unilatérale faite par le MOE, le MOA ou l'un de ses représentants, lors des événements suivants :

1 - Une pénalité forfaitaire de 1000,00 € sera appliquée sur simple constatation unilatérale par le maître d'œuvre lors d'un des événements suivants :

- Défaut de signalisation sur le chantier et les voies publiques,
- Détérioration des voies empruntées dues aux surcharges de véhicules de chantier. Le titulaire devra immédiatement après constat de la détérioration, par le maître d'oeuvre, le gestionnaire de la voirie ou un représentant de la maîtrise d'ouvrage, remettre en état la zone afin la restituer dans son état initial.

2 - Une pénalité forfaitaire sera appliquée pour dommages causés à l'environnement ou aux tiers.

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

- les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement,
- les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables,
- les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes.

Ci-après figure la liste non exhaustive des infractions par catégories :

a) Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement :

- non respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets) sans conséquence grave sur l'environnement,
- mauvaise organisation de la gestion des déchets sur le chantier (tri sélectif, stockage, traçabilité...),
- mauvaise organisation de la circulation des engins entraînant une perturbation du trafic,
- jours d'absence du Chargé Environnement de Le titulaire et absence non justifiée à une réunion.

La pénalité encourue est de **1000 € par cas constaté**.

Pour chaque infraction constatée, Le titulaire dispose d'un délai de 48 heures de mise en conformité sous peine de renouvellement de pénalité.

b) Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :

- nettoyage du chantier et de ses abords insuffisants,
- pénétration des engins dans les zones interdites et non respect des limites d'emprises préservées,
- destruction de clôtures,
- émission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs,
- dépassement des seuils de bruit des chantiers autorisés et non respect des horaires de travail autorisés par la réglementation,
- stockage d'hydrocarbures et de tout autre produit polluant sans mise en place de dispositif de rétention étanche,
- coupe de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'oeuvre et du coordonnateur environnement.

La pénalité encourue est de **2 000 € par cas constaté**.

Pour chaque infraction constatée, Le titulaire dispose d'un délai de 48 heures de mise en

conformité sous peine de renouvellement de pénalité.

c) Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

- élimination des déchets du chantier selon des filières non autorisées ou inadaptées,
- rejet d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine,
- rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol,
- destruction d'espèces animales ou végétales protégées et de milieux à fort intérêt.

La pénalité encourue est de **10 000 € par cas constaté**.

Le titulaire informe dans les plus brefs délais le maître d'oeuvre, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur environnement de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

Le titulaire remédie à ses frais et risques dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers.

Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaires.

Cette retenue est restituée à Le titulaire dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau...), que cette autorité a donné son accord sur les remèdes apportés par Le titulaire.

3- Non respect des clauses qualité – sécurité – environnement :

Si le coordonnateur SPS, le coordonnateur environnemental, le maître d'oeuvre ou un représentant du maître d'ouvrage constate que le titulaire ou son représentant ne respectent pas une clause du PAQ, du PGRE, PRE validé, du PGCSPPS et PPSPS le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, **une pénalité journalière fixée à 1 000 €**. Cette pénalité sera ré-appliquée si le cas se reproduit ultérieurement.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois,

est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître de l'ouvrage.

Pour l'ouvrage d'art non courant du viaduc des Ages, des épreuves de convenance sont à effectuer par le titulaire pour le décapage et l'application de la protection corrosion dans les conditions prévues au CCTP

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours

fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation des réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

7-4. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour les ouvrages ci-après :

Viaduc de la Vienne

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit, 10 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles par une déclaration officielle (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux par exemple).

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire

en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par le soin du MOE :

Visa des documents fournis par le titulaire

– Par les soins du titulaire :

- Établissement des DICT ;
- Fourniture des documents listés dans le CCTP fascicule A et dans les délais fixés par ce dernier pour la période de préparation ;
- Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 3 semaines suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement et mise au point du PRE (y compris déchets) dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2^{ème} alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et copie au maître d'ouvrage, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- du SOPRE ;
- des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches matériaux et produits..)

- Etablissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 60 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
- Etablissement du projet de DESC
- Etablissement du dossier bruit de chantier
- Réalisation de l'état des lieux initial des voies publiques empruntées pour les besoins du chantier, contradictoirement avec le maître d'œuvre et le(s) gestionnaire(s)
- Etablissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Les récépissés des seules DICT sont indispensables au début des travaux.

De plus, par dérogation aux articles 28.2.2 3^{ème} alinéa et 29 du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur le programme d'exécution et les études d'exécution remis par l'entreprise.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

Tous les documents d'exécution produits par le titulaire seront mis à disposition sur la plateforme documentaire électronique (GED).

Les plans d'exécution « Entreprises » sont soumis au visa du Maître d'œuvre accompagnés :

- des documents complémentaires indispensables à sa compréhension et à sa vérification, en particulier les éventuelles fiches de modification ;

- des avant métrés établis et valorisés suivant le cadre des prix décomposés par ouvrages élémentaires dont la liste est fournie par le Maître d'œuvre durant la période de préparation ;
- de la (des) fiche(s) de contrôle externe des documents d'exécution.

Le Maître d'œuvre signifiera au titulaire tout document dont l'examen ne pourra être conduit à son terme en raison de l'absence de documents justificatifs complémentaires.

Le titulaire procède alors aux compléments/rectifications correspondantes avant tout commencement d'exécution. Les documents doivent être, à nouveau, soumis au visa du Maître d'œuvre, dans les mêmes conditions.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux mises à jour successives du PAQ, au projet des ouvrages provisoires béton et métal, au projet des coffrages et autres études de détail.

Dès réception des bordereaux de visa émis par le Maître d'œuvre, pour les documents d'exécution (plans généraux, implantation, coffrage, ferrailage), le titulaire retourne ces documents au avec la mention "Bon Pour Exécution (BPE) " dans le nombre d'exemplaires prévu au CCTP.

Pour les autres documents (notes de calcul, plans de méthodes, PAQ, PPSPS, planning), l'envoi du document définitif ne pourra être effectif qu'après l'obtention de la mention « sans observation » sur les bordereaux émis par le Maître d'œuvre.

En cas de modification, tous les documents ayant reçu le visa ou la mention « sans observation », quel que soit leur stade d'élaboration, seront transmis à nouveau avec le même nombre d'exemplaires que pour l'envoi initial.

Le titulaire tient à jour un tableau de suivi des documents d'exécution en cours de contrôle, mentionnant pour chacun des indices successifs :

- le numéro,
- le titre complet,
- le nom et la signature du dessinateur, de l'ingénieur concepteur et de l'ingénieur chargé des études d'exécution,
- la date d'établissement,
- les indices et dates des modifications,
- les dates des observations faites par le Maître d'œuvre,
- les dates d'envoi au visa du Maître d'œuvre,
- les dates des visas du Maître d'œuvre,
- la date du visa définitif (bon pour exécution de le titulaire).

Les plans non munis du visa du Maître d'œuvre, ne sont pas exécutoires.

Au cas où le titulaire passerait outre cette prescription, la réalisation des travaux correspondant ne saurait donner lieu à rémunération.

Dès qu'une modification en cours d'exécution a une incidence sur les quantités des avant-métrés visés, le titulaire devra alerter le Maître d'œuvre pour accord préalable. À défaut, seules les quantités de l'avant métré visé par le maître d'œuvre ou celles figurant dans la note d'observation du Maître d'œuvre, sont prises en compte.

En cas d'accord du maître d'oeuvre sur une modification en cours d'exécution ayant une incidence sur les quantités des avant-métrés visés, un nouveau visa sera émis par le maître d'oeuvre qui constituera la base des avants-métrés pour réception.

8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'oeuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers du titulaire

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

- Un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP/CCS ;
- Un bureau pour les réunions avec le maître d'oeuvre.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les emprises foncières sont mises gratuitement à la disposition du titulaire pour le dépôt des déblais en excédents dont l'objectif est d'être réutilisés ultérieurement pour les travaux.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les titulaires, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur

SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les noms de ses représentants au sein du Collège Intertitulaires de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT) dans les conditions fixées aux articles R.4532-80 à 83 du Code du Travail ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs titulaires, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée par le titulaire sous le contrôle du CG 86 ou des communes selon la voie concernée.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie, ainsi qu'au Volume 1 du manuel du chef de chantier - Routes bidirectionnelles.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par le titulaire.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'oeuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'oeuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve, les éléments nécessaires au remplacement des panneaux, supports, SMV, K16, grilles et autres éléments nécessaires à l'exploitation des voies.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Par dérogation à l'art. 31.10 du CCAG, aucune démolition ne pourra être effectuée sans autorisation écrite du Maître d'œuvre après validation du maître d'ouvrage.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

Aucun engin à chenilles métalliques ne sera autorisé à circuler sur les voies publiques.

- Le titulaire veillera au parfait état de propreté des voies d'accès aux abords du chantier. Il prendra toutes dispositions (balayage, ouvrages provisoires...) pour éviter en permanence, le dépôt de boues, matériaux divers et la stagnation d'eau sur les chaussées.

Les interdictions d'accès de chantier pour les usagers non-autorisés à pénétrer dans les emprises des travaux seront mises en place par le titulaire qui en assurera la maintenance.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

Un état des lieux sera effectué avant les travaux, par constat d'huissier, entre le titulaire et les services gestionnaires (DIRCO, CD86, communes impactées) de l'ensemble des accès au chantier en présence du Maître d'oeuvre. Un état des lieux de ces mêmes voies sera effectué après travaux par constat d'huissier en présence du maître d'oeuvre, du titulaire et des services gestionnaires le cas échéant. A l'issue de ce deuxième constat d'huissier, le titulaire devra réparer, à sa charge et à ses frais, les dégradations éventuelles constatées, dans les 10 jours.

8-4.9 . Protection de l'environnement

8-4.9.1. Coordination Environnement

Le Coordonnateur Environnement est nommé par le Maître d'Ouvrage et est chargé des missions de coordination.

a) Contenu de la mission

- la visite préalable environnement comme décrite au PGRE
- le contrôle du Plan de Respect de l'Environnement (PRE)
- le suivi du déroulement du chantier en matière d'environnement

b) Autorité du Coordonnateur Environnement

Le Coordonnateur Environnement doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les titulaires, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures et des obligations réglementaires en matière d'environnement.

En cas de danger grave et imminent menaçant l'environnement et le voisinage, le Coordonnateur Environnement doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il en informe, aussitôt, le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre et le mentionne dans le registre spécifique.

Sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage, le coordonnateur environnement est habilité pour :

- appliquer à tout titulaire les mesures relatives aux dispositions définies par le PGRE
- appliquer à tout titulaire les éventuelles mesures coercitives définies par le PGRE

c) Moyens donnés au Coordonnateur Environnement

Le coordonnateur environnement a libre accès au chantier, sous réserve qu'il respecte les consignes de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire communique directement au coordonnateur environnement :

- le Plan de Respect de l'Environnement (PRE),
- tous les documents relatifs à l'environnement demandés par le coordonnateur environnement,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang.

Le titulaire informe le coordonnateur environnement de toutes les réunions qu'il organise.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis,

observations ou mesures préconisées en matière d'environnement par le coordonnateur environnement.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur environnement sera soumis à l'arbitrage du Maître d'Ouvrage.

d) Plan de Respect de l'Environnement

Le PRE devra être établi et mis à jour conformément aux dispositions du CCTP et du PGRE, ainsi que toutes les prescriptions d'ordre technique prévues dans ces documents et ayant pour objet l'environnement et la protection de l'environnement.

Il fait l'objet d'un visa du maître d'ouvrage.

8-4.9.2. Cadre réglementaire

Le titulaire s'engage à respecter les textes suivants :

- l'arrêté préfectoral en date du 16 décembre 2022 portant autorisation environnementale au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant la création de la déviation de la RN 147 sur les communes de Lussac-les-châteaux , Civaux, Goueux, Mazerolles et Persac.
- articles L.122-1 à L.122-11 du Code de l'Environnement (Evaluation environnementale),
- articles L.210-1 à 218-86 du Code de l'Environnement (Eau et milieux aquatiques),
- articles L.220-1 à L.229-24 du Code de l'Environnement (Air et atmosphère),
- articles L.300-1 à L.438-2 du Code de l'Environnement (Espaces naturels, faune et flore), et notamment article L.411-1 du Code de l'Environnement (Sites d'intérêt abritant notamment des fossiles ou des espèces protégées),
- articles L.511-1 à L.517-22 du Code de l'Environnement (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement),
- articles L.541-1 à L.541-50 du Code de l'Environnement (Déchets),
- article L.571-1 à L.571-26 du Code de l'Environnement (Prévention des nuisances sonores).
- articles L.510-1 à L.544-13 (Archéologie) et L.621-1 à L.643-1 (Monuments historiques, sites et espaces protégés) du Code du Patrimoine.

8-4.9.3. Chargé Environnement

Le titulaire désigne un "Chargé Environnement".

Il possède une réelle expérience en matière de travaux et de protection de l'environnement.

Le Chargé Environnement est, pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement durant le chantier, l'interlocuteur du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur Environnement. Il est rémunéré au titre de la mission environnement.

Le Chargé Environnement peut être un salarié de l'entreprise du titulaire (ou de l'un de ses cotraitants) ; il peut également être un sous-traitant du titulaire.

Le Chargé Environnement doit :

- constituer le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) conformément au CCTP et au PGRE et le soumettre au coordonnateur environnement et au visa du maître d'ouvrage, via le maître d'oeuvre,
- diffuser le PRE et en assurer l'information auprès du personnel de chantier (salariés des titulaires titulaires et sous-traitantes) et des titulaires extérieurs (fournisseurs, locataires...),
- informer le personnel de chantier de façon à le sensibiliser et le responsabiliser à la protection de l'environnement,
- participer avec le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur Environnement à l'information des riverains du chantier et des communes concernées,
- anticiper les problèmes environnementaux afin de faire évoluer le PRE. Toute mise à jour ou évolution fait l'objet d'un nouvel indice du PRE, soumise au visa du maître d'oeuvre et au

contrôle du Coordonnateur Environnement,

- coordonner les actions immédiates en cas de pollutions accidentelles de façon à limiter leur propagation et alerter, selon la gravité, les services extérieurs, le maître d'oeuvre, le Coordonnateur Environnement et selon le cas le coordonnateur SPS,
- assurer le contrôle externe en matière d'environnement en veillant à l'application des règles énoncées dans le PRE et en vérifiant les niveaux de pollutions (air, bruit, déchets, eau),
- coordonner les actions correctives en cas d'écart constaté au PRE : le Chargé Environnement avise simultanément la direction du chantier, le maître d'oeuvre et le coordonnateur environnement de l'écart au PRE. Il établit une fiche d'anomalie puis une fiche d'action corrective qu'il soumet simultanément à la direction du chantier, au maître d'oeuvre et au coordonnateur environnement ; il coordonne la mise en oeuvre des dispositions prévues par cette fiche.

Un état des lieux avec constat d'huissier rémunéré par le titulaire du marché sera effectué avant les travaux entre le Chargé Environnement, le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur Environnement. Un état des lieux sera également effectué après travaux, à l'issue duquel le titulaire devra réparer les dégradations éventuelles constatées dans les quinze jours.

8-4.9.4 Contrôles des dommages causés à l'environnement et aux tiers

Des contrôles seront mis en place par le Chargé Environnement et consisteront à des :

- contrôles des niveaux sonores,
- contrôles des pollutions atmosphériques,
- contrôles de la gestion des déchets,
- contrôles de la qualité des eaux,
- contrôles de la protection de la nature.

En complément à l'article 31.7 et 35 du CCAG, Le titulaire prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et nuisances aux tiers et à l'environnement, notamment :

- Pollutions atmosphériques

Nuisances potentielles	Activités
Poussières	Circulation, Transport de matériaux, Démolitions, Terrassements
Fumées et Odeurs	Brûlage, Stockage des déchets, Utilisation de produits volatils, Engins de chantier

- Pollutions sonores

Nuisances potentielles	Activités
Bruit de chantier	Ensemble du chantier et plus particulièrement : Circulation des engins, Engins de chantier
Effets des vibrations sur le bâti et les ouvrages	Engins à procédé vibrant
Troubles du voisinage	Chantier en dehors des horaires prévus par la réglementation, notamment en période nocturne

- Gestion des déchets

Nuisances potentielles	Activités
------------------------	-----------

Pollution de surface, des eaux, des sols et visuelle	Ensemble du chantier
--	----------------------

le titulaire procédera quotidiennement au nettoyage du chantier (déchets ménagers issus de la base de vie, déchets issus des fouilles,...). Une information préalable de tous les intervenants sera réalisée afin de les sensibiliser à la gestion des déchets et de leur présenter les moyens mis à disposition.

- Le brûlage des déchets est interdit ;
- Les zones de stockage des déchets seront aménagées sur des zones confinées en dehors des zones sensibles (zones humides, zones inondables, habitats d'espèces protégées) ;
- Les zones de stockage des déblais seront aménagées sur des zones confinées en dehors des zones sensibles (zones humides, zones inondables, habitats d'espèces protégées) ;
- Stockage sur des zones aménagées des terres décapées en vue de leur réutilisation ;
- Les déchets verts, remblais et autres stockages ne devront pas être attractifs pour la faune ;
- La mise en place d'une collecte sélective sur le chantier (bennes, containers...) permettra de trier les déchets de restauration du personnel intervenant ;
- La mise en place d'une signalétique spécifique au droit des différentes zones de stockage des déchets, permettra d'orienter le personnel du chantier pour le tri des déchets (notamment pour éviter le mélange de déchets dangereux et non dangereux).

Tous les frais d'évacuation sont à la charge exclusive du titulaire, un bordereau prouvant l'élimination des déchets dans un centre de traitement agréé est demandé.

- Pollutions des eaux

Nuisances potentielles	Activités
Tarissement des cours d'eau et des nappes	Pompage d'eau superficielle ou souterraine
Pollution des eaux superficielles et souterraines	Ensemble du chantier

Le titulaire prendra notamment les mesures suivantes (liste non exhaustive à préciser dans le PRE) :

- le titulaire veillera à éviter toute atteinte à la ressource en eau : le cours d'eau et ses berges seront balisés et mis en défens ;
- Les installations de chantier et les pistes devront être aménagées en dehors des zones sensibles (zone inondable, zones humides, zones à enjeux pour la faune et à distance de la flore et des habitats à enjeu) ;
- Le stationnement, l'approvisionnement, l'entretien et la réparation des engins s'effectuera en dehors des zones sensibles (zone humide, proximité de cours d'eau, ...) et sur des surfaces adaptées sécurisées ;
- Si nécessaire, la mise en oeuvre de dispositifs adaptés et efficaces de gestion des eaux pluviales se mise en place de manière à supprimer tout risque de lessivage des eaux souillées et tout rejet de substance naturel dans le milieu naturel (collecte et traitement) ;
- L'interdiction de stockage, déversement ou abandon de tout produit susceptible de polluer la ressource en eau (eaux superficielles ou souterraines) à proximité immédiate des points de ressource en eau. Le stockage de produits polluants se fera nécessairement sur bacs de rétention, abrités de la pluie et à distance respectables des zones sensibles (cours d'eau, zones humides, ...)

- Des précautions lors de l’approvisionnement des engins, afin d’éviter toutes contaminations des sols et des eaux ;
- Un plan d’intervention rapide en cas de pollution accidentelle sera élaboré et validé par le maître d’oeuvre et la coordination environnement ;
- Des kits anti-pollution de première urgence, des barrages flottants et autres absorbants spécifiques aux milieux aquatiques devront être tenus à disposition du personnel en cas d’un déversement accidentel. Tous les engins seront équipés de kits.

- Protection de la nature

Nuisances potentielles	Activités
Risque d’incendie	Stockage de carburant, Engins de chantier, Brûlage
Risque de destruction de la faune et de la flore	Ensemble du chantier, et plus particulièrement circulation des engins, non-respect des périodes d’intervention

En complément de l'article 31.7, 31.11 et 35 du CCAG, le titulaire prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et les nuisances occasionnées aux tiers et à l'environnement, notamment l'ensemble des dispositions décrites dans le Plan Général de Respect de l'Environnement.

L’titulaire a, à l’égard du maître de l’ouvrage, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, sauf s’il établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d’ordre de service, ou sauf si le maître de l’ouvrage, poursuivi par le tiers victime de tels dommages, a été condamné sans avoir appelé l’titulaire en garantie devant la juridiction saisie .

le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions afin d'assurer aux tiers une juste indemnisation dans les meilleurs délais.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

1. Le titulaire devra maintenir, pendant toute la durée du chantier, l’accès aux propriétés riveraines.
2. Le titulaire devra assurer en permanence, durant toute la durée du chantier l’entretien, le nettoyage et la réparation de toutes les voies utilisées pour les besoins du chantier.
3. Le titulaire prendra toutes les précautions pour limiter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses engins de manière a ce que les usagers y circulent dans des conditions de sécurité et de confort identiques à celles constatées avant le démarrage des travaux. Les délais d'exécution visés a l'article 4-1 du present CCAP tiennent compte de ces sujétions.

8-6. Registre de chantier

Les stipulations de l’article 28.5 du CCAG sont applicables.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Conformément à l'article 42.2 du CCAG, la prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, entraîne le transfert de la garde de l'ouvrage et doit être précédée d'une réception partielle avec l'établissement d'un état des lieux contradictoire réalisé par constat d'huissier en présence du titulaire, du Moe et du futur exploitant de l'ouvrage.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'oeuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG, un dossier complet des documents d'études conformes aux travaux tels qu'ils auront été réellement exécutés, en tenant compte des modifications ou des réparations consécutives à des malfaçons, intervenues depuis l'émission des premiers plans jusqu'aux levées des réserves éventuelles. Le dossier ainsi mis à jour par Le titulaire, portera systématiquement sur les cartouches la mention "DOE".

Le dossier de récolement est établi conformément au 4.2.4.2.1 du fascicule 65 du CCTG. Il comprend en outre :

- les documents listés au C 2.3.3 de la norme NF EN 1090-2+A1, pour les parties métalliques ;
- les comptes-rendus d'incidents et les calculs éventuels les accompagnant ;
- une notice de visite et d'entretien comprenant le suivi géométrique de l'ouvrage et les éléments nécessaires à la visite et à l'entretien des différentes parties de l'ouvrage, dans l'esprit de l'instruction technique pour la surveillance et l'entretien des ouvrages d'art du 16 février 2011. Cette notice d'entretien doit indiquer les modalités prévues pour le remplacement et entretien des équipements notamment pour les dispositifs en terre-plein central, les écrans de protection, les dispositifs de retenue, les joints de chaussée, etc. Elle doit inclure les plans (vue en plan et coupe) des modalités de circulation pendant l'entretien. Dans le cas de travaux d'entretien dans le TPC une largeur minimale de 3.25m libres de part et d'autre des travaux doit rester circulaire pendant les travaux d'entretien et indiqués sur les plans et notice.
- les plans et notes de calculs mis à jour et conformes à l'exécution ;
- le journal de chantier
- un rapport récapitulatif l'ensemble des incidents du chantier et les calculs éventuels et actions correctives auxquels ils ont donné lieu ;
- un dossier photographique du chantier ;
- le relevé des données géométriques nécessaires au chantier ;
- le nivellement de l'ouvrage
- Un dossier remis à l'exploitant définissant précisément les contraintes spécifiques de surveillance à mettre en oeuvre.
- DIUO
- DICT

Le DOE sera remis sous forme informatique et sous forme papier en 5 exemplaires.

Nota : Tous les plans de récolement seront réalisés par un levé topographique en coordonnées X,Y,Z référencé comme il est stipulé au CCTP, soit par le géomètre du titulaire ou un géomètre externe au frais du titulaire.

Le document comprendra pour chaque ouvrage d'art, les éléments listés dans le CCTP et le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

9-6. Délai de garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG, le ou les délais de garantie sont fixés de la manière suivante :

Tenue des remblais de culées : 5 ans de garantie

Ouvrage hydraulique du bassin de la Vienne: 5 ans de garantie

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations court jusqu'à l'expiration du délai de garantie généré par la date d'effet de la dernière réception permettant l'établissement du décompte final du marché.

La Garantie de Parfait Achèvement de l'ouvrage dans son ensemble débute à la date d'effet de la réception prononcée par le maître d'ouvrage et s'étendra sur une durée de un an.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur les tabliers de l'ouvrage pendant un délai de **10 ans** à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9-7.2. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection par peinture sur les poutres de l'ouvrage pendant un délai de **10 ans** et son aspect pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

9-7.3. Garantie particulière des joints

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement ou de structure sur les joints de l'ouvrage pendant un délai de **7 ans** à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9-7.4. Garantie particulière des appareils d'appuis

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement ou de structure

sur les appareils d'appuis de l'ouvrage pendant un délai de **10 ans** à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9-7.5 Garantie produit anti-graffiti

Le titulaire garantit la bonne tenue du produit anti-graffiti et anti-taches appliqué sur les panneaux béton-bois et son aspect pour **10 nettoyages**, , à partir de la date d'effet de la réception des ouvrages d'art.

Cette garantie engage le titulaire, pour le nombre de nettoyage donné, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de

celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à **2.5%**.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 21.1 du CCAG Travaux en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 21.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché est de 8 000 heures.

11-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Pascale Bodin Fonction : facilitatrice clauses sociales Structure : Mission Locale Rurale Centre Sud Vienne	Tel : 06 83 49 27 57 Mail : pascale.bodin@mlrcsv.com
--	---

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le facilitateur transmettra à cette fin les documents suivants au rythme mensuel :

-les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles -le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

1-3.11 du CCAP	Dérogé à l'article	3.2.1 du CCAG
1-6.3.4 du CCAP	Dérogé à l'article	8.1.3 du CCAG
1-8 du CCAP	Dérogé à l'article	3.8.1 du CCAG
2 du CCAP	Dérogé à l'article	4.1 du CCAG
3-2.3 du CCAG	Dérogé à l'article	14.4.3 du CCAG
3-2.5 du CCAP	Dérogé aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG
3-2.5 du CCAP	Dérogé à l'article	12.4.4 du CCAG
3-2.7 du CCAP	Dérogé à l'article	10.4 du CCAG
3-6 du CCAP	Dérogé à l'article	14.4.3 du CCAG
4-3 du CCAP	Dérogé aux articles	19.2.1 et 19.2.2 du CCAG
4-3.1 du CCAP	Dérogé à l'article	19.2.3 du CCAG
4-4.19 du CCAP	Dérogé à l'article	3.4.1 du CCAG
4-4.19 du CCAP	Dérogé à l'article	49.1 du CCAG
6-3 du CCAP	Dérogé à l'article	24.7 du CCAG
7-5 du CCAP	Dérogé à l'article	27.3.1 du CCAG
8-1 du CCAP	Dérogé à l'article	28.2.2 2ème et 3ème alinéa du CCAG
8-1 du CCAP	Dérogé à l'article	29 du CCAG
8-2 du CCAP	Dérogé à l'article	29.1.4 du CCAG
8-4.6 du CCAP	Dérogé à l'article	31.10 du CCAG
8-4.8 du CCAP	Dérogé à l'article	34.1 du CCAG
9-1.1 du CCAP	Dérogé à l'article	24.7 du CCAG
9-1.2 du CCAP	Dérogé à l'article	38 du CCAG
9-2.1 du CCAP	Dérogé aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
9-2.2 du CCAP	Dérogé aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
9-6 du CCAP	Dérogé aux articles	44.1 et 42.3 du CCAG
10 du CCAP	Dérogé à l'article	50.3.1 du CCAG

b) AE

3-1 de l'AE	Dérogé à l'article	28.1 du CCAG
-------------	--------------------	--------------